

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2016

Volume XVII

**PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

LE PIÈGE DAECH

L'ÉTAT ISLAMIQUE OU LE RETOUR DE L'HISTOIRE

PAR

PIERRE-JEAN LUIZARD (*)

2014 pourrait être l'année où tout a basculé. En un temps record, un nouvel acteur, l'Etat islamique, s'est imposé au centre de la scène politique iraquienne, puis syrienne, créant une « nouvelle donne » à l'échelle de l'ensemble du Moyen-Orient. Et les médias occidentaux, incrédules, ont découvert ce qui leur apparaissait comme une sorte d'« OVNI politique », une armée de djihadistes surgie de nulle part et que nul ne semblait pouvoir arrêter. Pourtant, nombreux étaient les signes avant-coureurs de cet événement géopolitique majeur. De 2003 à 2008, pendant l'occupation américaine, une guerre confessionnelle entre Sunnites et Chiites a ensanglanté l'Iraq, un conflit sans précédent dans la longue histoire des relations entre les deux grandes communautés musulmanes de ce pays : des centaines de milliers de morts, en grande majorité chiites, et un processus de fragmentation et de communautarisation territoriales, dont Bagdad demeurera le symbole. De cette métropole multi-ethnique et multiconfessionnelle de sept millions d'habitants ne reste plus qu'une ville meurtrie, délabrée et devenue à 80% chiite.

La puissance et la visibilité de l'Etat islamique se sont brutalement accrues avec l'extension de ses ambitions politico-militaires à la Syrie voisine, elle aussi engagée dans une guerre civile meurtrière, conséquence du Printemps arabe de 2011. La proclamation du califat par le *leader* de l'organisation sur un territoire à cheval sur les deux pays, le 29 juin 2014, a illustré l'ambition proclamée de construire un Etat par ce qui n'était qu'un petit groupe salafiste-djihadiste parmi d'autres.

L'incroyable expansion territoriale, réalisée en un temps record, et la guerre déclarée aux Etats de la région et aux puissances « mécréantes » ont très vite donné au phénomène une dimension mondiale. La crise des Etats, une conséquence des Printemps arabes et de l'occupation américaine en Iraq, est aussi celle des autorités religieuses sunnites qui étaient traditionnellement liées à ces Etats. Leur disparition, dans un contexte d'éclatement de l'autorité religieuse sunnite, laisse un vide que l'Etat islamique a su exploiter.

(*) Historien de l'Islam contemporain dans les pays arabes du Moyen-Orient, directeur de recherche au Groupe Sociétés, Religions, Laïcités (CNRS/EPHE-Paris, France).

Tétanisés par les crimes et massacres mis en scène par l'Etat islamique, les pays occidentaux ont mis sur pied en toute hâte une vaste coalition militaire à laquelle ont adhéré la plupart des Etats arabes qui se sentaient menacés (Jordanie, Arabie saoudite, Emirats arabes unis, Bahreïn, Qatar). Cependant, la faiblesse majeure de cette coalition reste l'absence de projet politique pour une région en pleine recomposition. Et il semble évident que la force militaire ne pourra, à elle seule, venir à bout d'un ennemi déterminé et aux ressources importantes.

Au-delà des exercices de diabolisation, il est important de comprendre ce qui a fait le succès rapide de l'Etat islamique et d'expliquer comment les puissances occidentales sont tombées dans le piège qu'il leur a tendu en les impliquant dans sa guerre. Pour cela, un retour sur l'histoire est indispensable : l'histoire courte, avec l'occupation américaine de l'Iraq, l'irruption des Printemps arabes, mais aussi l'histoire longue, avec la genèse des Etats arabes créés sous l'égide des mandats britannique et français. Car c'est bien un bouleversement général du Moyen-Orient, tel qu'on le connaît depuis près d'un siècle, qui se déroule sous nos yeux, effet direct d'un retour brutal – et pourtant prévisible – de l'histoire.

UNE IRRUPTION FULGURANTE

C'est en janvier 2014, avec l'occupation de Falloujah, une des plus grandes villes de la province iraquienne occidentale d'Al-Anbar, que le projet de l'Etat islamique commence à prendre forme. On peut déjà y repérer un *modus operandi* très caractéristique de l'Etat islamique, qu'on verra se reproduire au mois de juin dans des provinces iraquiennes situées plus au Nord, notamment à Mossoul.

Les ingrédients du succès initial de l'Etat islamique ne sont pas d'ordre militaire. L'Etat islamique apparaît certes comme une avant-garde armée capable de bouter l'armée iraquienne hors d'un certain nombre de villes et de territoires, mais, contrairement à ce qu'a fait Al Qaïda en 2003 et 2004 – notamment à Falloujah, à Ramadi et dans d'autres villes de la province d'Al-Anbar –, il ne s'impose pas à la population locale comme une force d'occupation étrangère ou ressentie comme telle. Sa stratégie, très différente, repose sur la restitution du pouvoir local, dans chacune des villes conquises, à des acteurs locaux : chefs de tribus, de clans, de quartiers, notables, autorités religieuses sunnites et ex-militaires de l'armée de Saddam Hussein. Ceux-ci sont investis de la responsabilité de gérer la ville à un certain nombre de conditions. Parmi ces conditions, l'allégeance exclusive à l'Etat islamique et l'interdiction de déployer d'autres emblèmes officiels que ceux de l'organisation, ainsi que l'obligation de se plier aux injonctions des djihadistes en matière de mœurs. Ce processus a été extrêmement rapide dans les villes iraquiennes conquises en 2014. Quelques mois auparavant, en 2013, des villes syriennes de la vallée de

l'Euphrate, comme Raqqa ou Deir ez-Zor, avaient connu, les premières, la même expérience.

Cette passation de pouvoir répond aux aspirations d'acteurs locaux pour lesquels l'armée iraquienne aux ordres du pouvoir de Bagdad, sous la direction du chiite Nouri al-Maliki, s'est transformée en une véritable armée d'occupation. C'est le cas à Falloujah, mais aussi à Tokrit ou à Mossoul, où l'armée iraquienne a réprimé par des bombardements aveugles des manifestations pacifiques et des *sit-in* organisés pour protester contre la marginalisation politique et économique de la communauté arabe sunnite (20% de la population iraquienne). Ces mouvements reprenaient un certain nombre de mots d'ordre des Printemps arabes, notamment le refus du despotisme et de l'autoritarisme du pouvoir en place, la liberté d'expression, une citoyenneté égale pour tous, etc. A Mossoul, les exécutions extrajudiciaires se comptaient par dizaines.

On comprend donc pourquoi les combattants de l'Etat islamique ont été considérés par une bonne partie de la population locale comme une armée de libération. A l'insécurité, à la corruption généralisée, aux pénuries artificiellement créées pour faire flamber les prix, qui étaient le lot commun des grandes villes sunnites sous le régime du gouvernement, succédait un nouvel ordre, marqué par un retour à la sécurité, à un approvisionnement normal des marchés, à une baisse générale des prix et à une lutte implacable contre la corruption. L'Etat islamique a réussi à figurer un Etat de droit là où le gouvernement officiel manifestait le non-droit.

Par ailleurs, la population sunnite apprenait régulièrement que tel ou tel de ses représentants à Bagdad était soumis à des persécutions judiciaires systématiques, qui les forçaient à s'exiler. Le cas le plus célèbre est celui du vice-président sunnite Tarek al-Hachemi, contraint de s'exiler en Turquie pour échapper à la peine de mort. Pour la population de ces régions, tout cela signifiait l'échec de tout espoir d'intégration dans le système politique iraquien à laquelle beaucoup avaient cependant voulu croire.

Durant toute l'année 2013, ces protestations continuent, mais elles sont alors réprimées avec la même brutalité que les manifestations pacifiques, que les manifestations syriennes du début du printemps 2011. En Iraq comme en Syrie, l'armée n'hésite pas à utiliser l'artillerie lourde et à larguer des barils de poudre bourrés de TNT sur des quartiers d'habitation, des hôpitaux et des écoles.

Le recours à ces méthodes fait basculer une population qui avait fait l'expérience des fameux « conseils de réveil », des milices arabes sunnites armées et payées par les Américains à partir de 2006 à la condition qu'elles se retournent contre Al Qaïda. Cette population constate que, de l'aveu même du premier ministre Nouri al-Maliki, les autorités de Bagdad contrôlées par une majorité chiite ne sont pas disposées à intégrer plus de 20% de ces miliciens sunnites dans l'armée iraquienne.

A partir de juin 2014, l'expansion littéralement stupéfiante de l'Etat islamique lui permet de conquérir pratiquement sans combat plus des trois quarts des zones arabes sunnites de l'Iraq, avec tout le poids politique et symbolique que constitue en particulier la prise de Mossoul, seconde ville du pays, avec ses plus de deux millions d'habitants. L'armée iraquienne a déserté sans combattre. Sur le papier, ils étaient 30 000 hommes à défendre Mossoul contre une éventuelle offensive djihadiste. En réalité, les effectifs des forces armées iraquiennes n'excédaient pas les 10 000 hommes. Minée par la corruption, l'armée était vidée de sa substance par une pratique courante : les recrues donnaient la moitié de leur solde à leurs supérieurs pour ne pas être sur le terrain.

Outre l'effondrement d'une armée iraquienne peu motivée, l'avancée de l'Etat islamique a aussi profité de la « communautarisation » de la scène politique iraquienne. Cela s'est traduit par un accord explicite entre certains dirigeants kurdes – Massoud Barzani, président du gouvernement régional du Kurdistan iraquien et son entourage – et l'Etat islamique. Cet accord visait à partager les territoires désertés par l'armée iraquienne : à l'Etat islamique Mossoul et sa plaine, aux Kurdes Kirkouk et un certain nombre de territoires disputés revendiqués par les Kurdes et riches en pétrole.

Ainsi, les Arabes sunnites d'Iraq ont majoritairement accepté l'arrivée de l'Etat islamique, à partir du constat que leur avenir dans le cadre du système politique en place ne pouvait être autre que celui d'une communauté minoritaire marginalisée et sans ressources. Ces mêmes Arabes sunnites avaient accueilli avec enthousiasme l'Etat iraquien lors de sa fondation par les Britanniques en 1920 à la condition d'en avoir le monopole : leur allégeance à l'Etat islamique illustre leur refus de n'être plus qu'un groupe sans pouvoir dans un système à la libanaise dominé par la majorité chiite.

A la différence d'Al Qaïda, l'Etat islamique a le projet de construction d'un Etat et il le met en pratique dans les territoires conquis. Pour cela, il dispose de ressources importantes : fonds privés en provenance du Golfe, sommes récupérées des banques – notamment la banque centrale de Mossoul –, exploitation des puits de pétrole sous son contrôle, rançons pour la libération de prisonniers chrétiens ou yézidis, sans oublier un système d'impôts islamiques mis en place par les nouvelles autorités. Car c'est bien un Etat de droit que l'Etat islamique prétend instaurer... non pas des droits de l'homme, mais ceux inspirés par une interprétation salafiste de la *charî'a*. Quant au matériel militaire, il a suffi de récupérer l'armement sophistiqué abandonné par l'armée iraquienne, de fabrication américaine.

L'Etat islamique a ainsi pu avancer jusqu'aux portes de Bagdad, sa prochaine cible déclarée. Toutefois, un coup d'arrêt à son expansion, à partir de la fin juin 2014, l'a contraint à modifier sa stratégie. Il y a eu d'abord la mobilisation générale du camp chiite : le vendredi 13 juin, le grand ayatollah Sistani appelait au *djihad* contre l'Etat islamique. En réponse, des

dizaines de milliers de volontaires affluaient dans les villes saintes chiites et à Bagdad pour s'enrôler dans des milices confessionnelles réactivées pour l'occasion. Ces milices allaient constituer un mur infranchissable pour protéger Bagdad, contre lequel les combattants de l'Etat islamique durent reculer. Une volte-face des Kurdes, désormais opposés à leur avancée, les contraint à abandonner certaines villes de la province multi-ethnique et multiconfessionnelle de Diyala, à l'est de Bagdad.

Les dirigeants de l'Etat islamique réalisent vite qu'ils devront se contenter d'un territoire communautaire et confessionnel arabe sunnite : le pays chiite et le Kurdistan sont hors de leur atteinte. Cette prise de conscience explique la logique de la seconde phase d'expansion militaire et du projet politique qui l'accompagne : en même temps que la proclamation du califat, l'Etat islamique met en scène « l'effacement de la frontière Sykes-Picot » entre la Syrie et l'Iraq. Ce faisant, il entend s'imposer comme le grand justicier de la violation des promesses faites aux Arabes par les Alliés à l'issue de la Première Guerre mondiale. Ce recours à l'Histoire et au temps long s'accompagne d'une autre « sortie vers le haut » : l'Etat islamique choisit délibérément la régionalisation et l'internationalisation du conflit en même temps qu'il construit un Etat transnational. Dans sa propagande largement diffusée sur Internet, il commence à dénoncer les Etats régionaux « imposteurs » comme étant à la racine des problèmes de la communauté musulmane. L'Etat islamique en Iraq et au Levant change de nom : il s'agit désormais de l'Etat islamique, c'est-à-dire un Etat sans frontières, avec tout ce que cela a de menaçant. L'Etat islamique déclare en même temps la guerre aux démocraties occidentales, avec une surenchère dans la politique du pire, qui vise à provoquer l'Occident en revendiquant ouvertement tout ce qui est susceptible de susciter l'effroi des opinions publiques occidentales. Il s'agit de transcender les limites de son avancée territoriale en apparaissant comme l'avant-garde des Musulmans face aux « croisés », ce qui facilite la fédération des groupes djihadistes-salafistes sous son drapeau. Atteinte aux droits des femmes, des minorités, des homosexuels, exécutions de masse, décapitations et crucifixions, retour à l'esclavage, c'est comme si les dirigeants de l'Etat islamique avaient consciencieusement listé tout ce qui était susceptible d'entraîner dans l'urgence l'Occident dans une guerre, avant même qu'une solution politique n'ait pu être pensée pour accompagner la campagne militaire, limitée à des bombardements aériens.

DE SYKES-PICOT A YAAROUBIYA, LE RETOUR DE L'HISTOIRE

La mise en scène de l'effacement de la frontière entre Iraq et Syrie à Yaaroubiya est une tentative délibérée de l'Etat islamique pour instrumentaliser symboliquement à son profit des éléments de l'histoire longue du Moyen-Orient qui remontent au démembrement de l'Empire ottoman et à la création d'Etats-nations arabes sous mandats européens.

Contrairement à ce qui est suggéré par l'Etat islamique, les pourparlers secrets engagés en 1916 entre les deux négociateurs, le Britannique Sykes et le Français Picot, pour partager les zones d'influence respectives des deux puissances au Moyen-Orient ne délimitaient nullement la frontière entre la Syrie et l'Iraq à l'endroit où elle a été détruite par l'Etat islamique. Ce qui n'empêche nullement les djihadistes de faire explicitement référence à la fin de l'ordre géopolitique « *injuste imposé par les accords Sykes-Picot* ». A l'époque, les accords Sykes-Picot ne séparaient pas en effet la région de Mossoul de celle d'Alep, toutes deux destinées à la zone d'influence française.

Il importe de revenir sur l'histoire de la formation des Etats arabes de la région pour comprendre pourquoi la formule « Sykes-Picot » symbolise la trahison des promesses faites aux Arabes – et à d'autres – par les Alliés pendant la Première Guerre mondiale. A la veille du conflit, l'Empire ottoman unifiait l'ensemble du Moyen-Orient dans le cadre d'entités administratives provinciales. Pour la région qui nous concerne, il s'agit ainsi des provinces de Bassora, Bagdad, Mossoul, Deir ez-Zor, Alep, Damas et Beyrouth. Chacune de ces provinces est alors dirigée par son propre gouverneur, mais elles sont toutes régies par les mêmes lois – à l'exception notable du Mont Liban où les grandes puissances européennes ont imposé au XIX^e siècle un statut spécial destiné notamment à protéger les Chrétiens). Les Etats-nations qui se créent par la suite et qui se comportent très vite comme des Etats-forteresses brisent donc des continuités géographiques et humaines, telles que la vallée de l'Euphrate ou la Djézireh. L'Empire ottoman était transnational et fondé sur l'allégeance religieuse des Musulmans sunnites au sultan-calife d'Istanbul, qu'ils soient turcs, arabes ou kurdes. C'est cette toute relative unité que les puissances européennes tentent de saper depuis le début du XIX^e siècle. Ces puissances s'appuient à la fois sur les minorités ethniques et religieuses en leur offrant leur « protection » et elles font tout pour favoriser l'émergence de nationalismes ethniques de type européen.

Il faut s'arrêter ici sur le rôle majeur et spécifique de la Grande-Bretagne dans la région. Le Bureau arabe du Caire était favorable à une action favorisant le nationalisme arabe et l'Islam contre l'Empire ottoman. L'un des documents essentiels permettant de comprendre les promesses faites alors aux Arabes est la célèbre correspondance entre le Haut-Commissaire britannique au Caire, sir Henry McMahon, et le chérif Hussein de La Mecque, gardien officiel des lieux saints régnant sur la plus grande partie du Hédjaz. Dans cette correspondance très fournie, le chérif Hussein, sollicité par les Britanniques, s'engage à inciter au soulèvement l'ensemble des provinces arabes en échange de la promesse par les Alliés d'établir un royaume arabe unifié sur toutes les régions arabes libérées de la tutelle ottomane. Il était même question de transférer le califat vers la famille du chérif. Les conséquences proprement militaires de ces engagements britanniques envers Hussein sont connues en Occident à travers la saga

de Lawrence d'Arabie. En 1916, le chérif Hussein lance sa révolte arabe contre les Ottomans et libère Damas en 1918, après Aqaba et Jérusalem. A Damas, Faysal, l'un des fils du chérif Hussein, se fait couronner « roi de Syrie », laquelle incluait, dans son esprit et celui de ses contemporains arabes, la presque totalité du Moyen-Orient, Liban, Jordanie, Palestine et une partie de la province de Mossoul inclus. A ce moment, les Arabes ignorent évidemment tout des accords secrets Sykes-Picot.

Le sort de la région est rapidement scellé lors de la conférence de San Remo le 25 avril 1920 en l'absence de tout représentant arabe : le Conseil suprême allié décide d'offrir à la France le mandat sur la Syrie et le Liban ; à la Grande-Bretagne, le mandat sur l'Iraq, la Palestine et la Transjordanie. Ces décisions, qui violaient les principes proclamés en 1918 sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et les promesses faites aux Arabes, suscitèrent un intense sentiment de trahison à Damas. Faysal perdit son trône en Syrie après une défaite militaire face aux Français et le Levant fut divisé en une « petite » Syrie, amputée du Liban, les deux étant placés sous mandat français. Faysal fut transféré par les Britanniques à Bagdad, où il devint le faire-valoir d'un Etat iraquien sous mandat britannique. Cet Etat iraquien, proclamé en 1920 par le Résident britannique à Bagdad, sir Percy Cox, était le fruit de la rencontre de deux projets politiques : celui de la puissance mandataire britannique et celui d'élites issues de la minorité arabe sunnite d'Iraq Il se construira sous la domination de la communauté arabe sunnite d'Iraq minoritaire et, donc, dans un rapport d'antagonisme permanent avec sa propre société – majoritairement chiite – qui sera reproduit par tous les régimes irakiens successifs jusqu'en 2003.

Le rêve chérifien du royaume arabe unifié s'était ainsi fracassé sur le cynisme des grandes puissances. Et le geste transgressif de l'Etat islamique visait à rappeler cette trahison.

Les majorités, chiite en Iraq et sunnite en Syrie, avaient âprement combattu le nouvel ordre imposé par les puissances victorieuses du premier conflit mondial. Une fois vaincus militairement les Chiites en Iraq, face à la Grande-Bretagne, et les nationalistes arabes à Damas, face à la France, les élites politiques dans chaque Etat arabe croupion vont s'accommoder des nouveaux Etats et des nouvelles frontières. Le rêve panarabe va se réfugier dans les discours beaucoup plus que dans une réelle volonté de le voir se réaliser. Le tropisme des puissances mandataires envers les minorités va faire de ces Etats la cible privilégiée des stratégies des *'asabiyyas* – les solidarités familiales et régionales –, ouvrant la voie au confessionnalisme et, à de rares exceptions, à une succession de régimes de plus en plus autoritaires.

La trahison des promesses faites par les puissances européennes au lendemain de la Première Guerre mondiale ne concerne pas seulement les populations arabes. Les Kurdes en furent également victimes, parmi d'autres. Le traité mort-né de Sèvres (10 août 1920) prévoyait une large autonomie locale pour les Kurdes de Turquie et même, si l'ensemble

des Kurdes le souhaitaient – ce qui fut le cas –, la formation d'un Etat indépendant s'étendant sur la partie kurde de la province de Mossoul où un chef religieux, cheikh Mahmoud Barzinji, s'était proclamé « roi du Kurdistan » depuis la grande ville de Sulaymaniyya. Ces promesses restèrent lettre morte, comme celles qui avaient été faites par les grandes puissances aux Assyriens, et il ne fut plus question des Kurdes dans le Traité de Lausanne (1923), qui consacrait la victoire de Mustafa Kemal Atatürk en Anatolie.

Si l'ordre étatique régional menace de s'effondrer aujourd'hui au Moyen-Orient arabe, c'est avant tout en raison de son épuisement et de ses contradictions internes, devenues insoutenables. En réalité, l'Etat islamique n'est fort que de la faiblesse de ses adversaires et il prospère sur les ruines d'institutions en cours d'effondrement. Ce long processus de délégitimation et de décomposition d'Etats arabes renvoie à leur genèse et à une viabilité viciée dès l'origine.

EN IRAQ, UN ETAT CONSTRUIT CONTRE SA SOCIÉTÉ

La question iraquienne, telle qu'elle s'est imposée de 1920 à 2003, peut se résumer en un rapport de domination confessionnel des Sunnites sur les Chiites et ethnique des Arabes sur les Kurdes. Le premier Etat iraquien n'était pas seulement sunnite dans sa composition ; il l'était également dans sa conception. Son origine mandataire et confessionnelle trouvait une légitimation idéologique à travers un discours sur l'arabisme et l'importation d'un modèle de nation ethnique inspiré de l'exemple européen. Cela permit aux élites arabes sunnites qui se succédèrent au pouvoir de traiter la majorité chiite d'Iraq comme si elle était une minorité : en effet, parler au nom d'une nation arabe majoritairement sunnite était un bon moyen pour nier la réalité iraquienne. Dès l'origine, l'Etat iraquien fit des Chiites des citoyens de seconde zone, souvent accusés d'être une cinquième colonne iranienne en terre arabe. Cette vision discriminatoire survécut à toutes les révolutions.

Les Chiites s'étaient soulevés en masse contre l'occupation britannique entre 1914 et 1920, à l'appel de leurs grands ayatollahs. A nouveau, en 1920, ils avaient pris les armes contre le mandat britannique sur leur pays. Entre 1920 et 1925, leurs dirigeants religieux avaient lutté pied à pied contre la mise en place des institutions du nouvel Etat, lequel symbolisait, à leurs yeux, la soumission à la Grande-Bretagne, avec son corollaire, le monopole du pouvoir à des élites arabes sunnites. Vaincu par les armes britanniques, le mouvement religieux chiite entama alors une traversée du désert de plusieurs décennies, durant lesquelles le parti communiste devint hégémonique au sein de la communauté chiite. C'est à la fin des années 1950 qu'un jeune et nouveau clergé chiite militant entama une vaste campagne de reconquête au sein de leur communauté. Dans les années 1960 et 1970, les villes saintes chiites de Najaf et Karbala deviennent les

pépinières des futurs mouvements islamistes chiites du monde arabe et d'Iran. L'imam Khomeyni lui-même prépare la révolution islamique depuis Najaf, où il est en exil. En même temps, les gouvernements irakiens successifs manifestent une diminution drastique de leur base politique et sociale. A partir de 1968, le clan des Takritis, dont est issu Saddam Hussein, représente le dernier avatar d'un système politique de plus en plus minoritaire. A la fin des années 1970, le régime de Saddam Hussein aurait dû logiquement tomber face à la conjonction inédite de mouvements armés qui lui étaient hostiles : retour des Kurdes à la lutte armée, entrée du parti communiste dans la clandestinité et, surtout, renaissance d'un mouvement religieux galvanisé par le triomphe de la Révolution islamique en Iran (1979). Le régime de Saddam Hussein sera sauvé *in extremis* par deux facteurs interconnectés : le boom pétrolier des années 1970, qui permet à Bagdad de se lancer dans une course effrénée à l'armement, avec le soutien actif des Etats-Unis. Pour les puissances occidentales, il s'agit en effet de contenir ce qu'elles considèrent comme le danger majeur : la possible contagion de la Révolution islamique. L'armée irakienne devient le bras armé des grandes puissances face à la jeune république islamique.

Dès lors, on assiste à un apocalyptique enchaînement de conflits sanglants (première guerre du Golfe opposant l'Iran à l'Iraq entre 1980 et 1988, seconde guerre du Golfe de 1990-1991, après l'occupation irakienne du Koweït, *intifâda* généralisée des Chiites et des Kurdes contre le régime de Saddam en février-mars 1991, embargo dans la décennie 1990) pour arriver à l'invasion américaine de l'Iraq en 2003. Les Etats-Unis, traumatisés par les attentats du 11 septembre, se retournent en effet alors contre leur ancien allié, qui devient la cible expiatoire de ce qui est présenté comme une nouvelle croisade.

2003 marque l'effondrement du premier Etat irakien. La chute du régime de Saddam Hussein entraîne en effet celle d'un système politique arrivé en fin de course et maintenu contre toute attente grâce à un environnement régional et international coupable. Les Américains prennent vite la mesure de l'urgence à reconstruire des institutions. Traumatisés par leur perte du pouvoir à Bagdad, pour la première fois de l'histoire, les Arabes sunnites se réfugient dans le boycott des élections, alors qu'une partie d'entre eux, dès 2003, se lance dans la résistance armée contre l'occupation. C'est presque naturellement que les Américains s'adressent aux anciens exclus du premier Etat irakien : les Chiites et les Kurdes. Un tandem branlant chiito-kurde se met en place à Bagdad. Très vite, les Américains apprennent à leurs dépens qu'il est plus facile de gouverner un pays occupé à travers une minorité – à l'image de ce qu'avaient fait les Britanniques – qu'avec des majorités d'autant moins dociles qu'elles se savent majoritaires. La reconstruction d'un nouvel Etat se fait à « la libanaise », c'est-à-dire que chacun est promu non pas en fonction de ses idées politiques, mais de son appartenance communautaire. Le vice d'un tel système est qu'il y a toujours des exclus : désormais la minorité arabe sunnite.

A peine entamée, la reconstruction sous patronage américain doit faire face à des oppositions armées de la part des Sunnites, mais aussi de la mouvance sadriste qui, chez les Chiïtes, refuse l'occupation. Une première guerre confessionnelle ensanglante l'Iraq entre 2003 et 2008, faisant des centaines de milliers de morts. Une seconde guerre confessionnelle prend de l'ampleur à partir de 2013, lorsque les Arabes sunnites réalisent qu'il ne leur sera pas possible d'intégrer les institutions iraqiennes sur une base citoyenne et égalitaire. Aujourd'hui, trois institutions à prétention étatique se font face sur le territoire de l'Etat iraquien : le gouvernement de Bagdad internationalement reconnu, mais qui ne représente plus que les partis religieux chiïtes ; le gouvernement régional kurde, auquel ne manque plus qu'une reconnaissance internationale pour être indépendant ; l'Etat islamique dans les zones arabes sunnites. Peu d'institutions auront généré autant de tragédies que les deux Etats qui se sont succédé en Iraq.

L'ÉTAT SYRIEN RATRAPÉ PAR LE CONFESIONNALISME

Si le berceau de l'Etat islamique est iraquien, c'est en Syrie que l'Etat islamique en Iraq et au Levant – selon son appellation jusqu'en juin 2014 – a d'abord conquis ses premiers territoires. Raqqa et Deir ez-Zor, dans la vallée de l'Euphrate, sont ainsi passées sous le contrôle de l'organisation en décembre 2013, un mois avant la chute de Falloujah.

A la différence de l'Iraq, où l'Etat a toujours eu une coloration confessionnelle, la Syrie a, quant à elle, été rattrapée par le confessionnalisme. L'Etat syrien est né de l'amputation d'une grande partie du *Bilâd ach-Châm* (« Machrek ») et il n'a jamais réussi à faire émerger une citoyenneté partagée. La population syrienne s'en est donc remise aux solidarités primaires, les *'asabiyyas* et la communauté.

Dans un contexte multi-ethnique et multiconfessionnel commun au Levant et à la Mésopotamie, la différence structurelle fondamentale de l'espace syrien – au sens historique comme au sens de la Syrie actuelle – est que, au lieu de trois grandes communautés, comme en Iraq, coexistent un nombre beaucoup plus élevé de minorités face à une grande majorité d'Arabes sunnites – on compte 69% d'Arabes sunnites sur le territoire de l'Etat syrien contemporain, auxquels s'ajoutent 6% de Kurdes, également sunnites. Prenant modèle sur l'expérience druze et maronite au Liban, la France avait initialement tenté d'asseoir sa domination sur cette Syrie « rétrécie », en réprimant le mouvement national arabe et en s'appuyant sur les communautés minoritaires, druze et alaouite, auxquelles elle accorde dans les années 1920 des formes d'autonomie dans le cadre de structures semi-étatiques. Cette tentation de gouverner par les minorités échoue et c'est là une grande différence avec l'Iraq : l'Etat iraquien est conçu dès son origine comme un projet pour la seule minorité arabe sunnite ; en Syrie, toutes les communautés contestent, pour des raisons différentes, l'Etat syrien mandataire tel qu'il se construit.

Cependant, la France parvient à mater les diverses oppositions armées et le rêve chérifien d'un royaume arabe unifié et indépendant disparaît des discours et des aspirations des élites pour quelques décennies. Les élites qui se succèdent au pouvoir ont désormais en ligne de mire l'Etat syrien en place. Simplement, elles vont masquer cet abandon par des discours unitaires, syrien ou panarabe. Il s'agit de trouver une source de légitimité dans le cadre d'un Etat où la majorité arabe sunnite continue de se voir comme la principale victime. Sans surprise, les groupes minoritaires se sont investis dans les projets panarabes, ce qui était devenu un moyen d'échapper à leur statut minoritaire. Cependant, lorsque l'occasion d'une véritable union se présenta, comme lors de la République arabe unie (1958-1961) qui réunissait la Syrie et l'Egypte, ces groupes firent en sorte de faire échouer l'union. Car seul leur importait le contrôle de l'Etat syrien, le discours panarabe n'étant qu'un faire-valoir.

Peu à peu, les stratégies de diverses *'asabiyyas* ont pris un tour de plus en plus confessionnel, même si ce ne fut pas de façon délibérée. Communauté pauvre et marginalisée, les Alaouites ont commencé à « coloniser » deux instruments essentiels du pouvoir : l'armée et le parti Baas. Dans le courant des années 1970, les minorités arrivent à cumuler 60% des postes d'officiers supérieurs, tandis que la troupe demeurait sunnite. Le clan Assad s'installe alors au pouvoir au nom d'une branche du parti Baas. Dans son sillage, beaucoup d'Alaouites investissent des postes dirigeants. Même s'il est excessif de parler d'« Etat alaouite », comme le fait l'opposition islamiste au régime de Bachar el Assad, le jeu des stratégies familiales et régionales aboutit bien à une domination alaouite sur l'Etat.

La désaffection des Sunnites atteint un seuil critique dans les années 1980. L'alliance stratégique avec la jeune République islamique d'Iran achève de convaincre beaucoup du caractère confessionnel du pouvoir à Damas. Les soulèvements des Frères musulmans sont réprimés dans le sang. En 2011, le Printemps arabe gagne la Syrie. Tous unis, au début, autour de mots d'ordre contre le caractère dictatorial du régime, les Syriens se divisent rapidement sur une base confessionnelle. Le régime de Bachar el Assad se présente habilement comme le seul défenseur des minorités face à la majorité arabe sunnite. L'engrenage confessionnel est en marche. L'occupation américaine de l'Iraq (2003) et le Printemps arabe en Syrie (à partir de 2011) auront finalement le même résultat : la déliquescence de l'Etat au milieu d'une guerre confessionnelle inexorable.

VERS UN BOULEVERSEMENT DU MOYEN-ORIENT ?

Les conséquences sur les Etats de la région du délitement des Etats iraquien et syrien, avec l'émergence de l'Etat islamique, vont s'avérer incalculables. Deux autres Etats arabes, eux aussi d'origine mandataire, sont particulièrement concernés : le Liban et la Jordanie. Ces deux Etats pourraient difficilement survivre à un effondrement brutal des Etats

iraquien et syrien. Cependant, l'Arabie saoudite est aussi très inquiète d'une configuration régionale qui se met en place : le régime saoudien a perdu ses relais musulmans traditionnels (Frères musulmans, puis salafistes) dans le monde musulman ; désormais, ceux qui se faisaient les récepteurs de l'idéologie wahhabite retournent contre le régime saoudien sa propre idéologie. L'Etat islamique a désigné le régime saoudien comme un régime allié à l'Occident et, donc, à abattre. L'opposition chiite en Arabie même a repris, dans le sillage du conflit entre Sunnites et Chiites à l'échelle de la région. L'intervention saoudienne dans le conflit yéménite illustre bien l'étroitesse de la position saoudienne, prise en tenaille entre un Chiisme qui se veut conquérant, et des mouvements salafistes (dont Al Qaïda et l'Etat islamique) qui ne le sont pas moins. Le Yémen est ainsi devenu le refuge principal des militants saoudiens d'Al Qaïda. La Turquie risque à son tour d'être contaminée : question kurde et réveil des revendications confessionnelles de la part des Alévis (entre 15 et 20% de la population turque). La politique de l'AKP (Parti de la justice et du développement) de Recep Tayyip Erdoğan envers les pays arabes voisins est, selon tous les sondages, condamnée par une majorité de Turcs. Beaucoup reprochent aux dirigeants turcs d'avoir voulu jouer avec le feu en permettant le passage de milliers d'apprentis djihadistes vers la Syrie et l'Iraq.

Ce qui distingue l'Etat islamique de tous les autres mouvements djihadistes, c'est bien sa volonté d'appliquer sa conception de la *chari'a* sur un territoire spécifique doté de son propre Etat et de ses propres institutions. Il y a là une rupture fondamentale avec la pratique d'Al Qaïda, dans la mesure où il offre aux communautés sunnites qu'il sollicite une « sortie vers le haut ». L'Etat islamique a réussi ce grand écart paradoxal : concilier les enjeux les plus locaux avec ceux de la scène internationale. Il permet ainsi à des tribus ou à des groupes minoritaires (comme les Arabes sunnites d'Iraq) d'accéder à une forme d'universalité en les intégrant dans un *djihad* global contre les « mécréants ». Les « mécréants » sont les « mauvais » Musulmans qui détiennent le pouvoir actuel dans le monde arabe. Il s'agit aussi et surtout des démocraties occidentales désignées comme responsables des injustices envers les Musulmans depuis l'époque coloniale.

Le piège Daech consiste ainsi à entraîner dans l'urgence le plus grand nombre d'acteurs étatiques dans une confrontation que l'Etat islamique espère mondiale. Tout se passe comme si l'Etat islamique avait consciencieusement listé tout ce qui peut provoquer des réactions et susciter la guerre. Ce piège a en partie fonctionné avec l'entrée en guerre d'une coalition anti-Daech dirigée par les Etats-Unis. Cependant, on ne gagne pas une guerre avec seulement des bombardements aériens et sans solution politique à la clef. Déléguer à des forces au sol (peshmergas kurdes et armée iraquienne), qui sont parties prenantes du conflit et aussi responsables du délitement de l'Etat en place, ne peut conduire qu'à une aggravation de la confrontation. Face à la coalition anti-Daech, l'Etat islamique a entrepris

de multiplier les franchises de groupes salafistes qui, depuis Boko Haram au Nigeria à d'anciens d'Al Qaïda au Yémen, en passant par la Libye et le Sinaï, ne cessent de prêter allégeance au calife auto-proclamé de l'Etat islamique. Ce dernier peut bien reculer à Kobané en Syrie ou à Tikrit ou Sinjar en Iraq, car il n'a pas de frontières.

Quelle politique les Etats occidentaux pourraient-ils désormais être avisés de suivre ? La situation est d'une grande complexité entre enjeux locaux, régionaux et internationaux. Toutefois, il est possible de procéder par élimination : aucune victoire ne sera possible contre l'Etat islamique sans engagement de soldats au sol ; cet engagement au sol n'a de chance de réussir que s'il est accompagné d'un projet politique qui propose aux populations concernées mieux que ce que l'Etat islamique met en pratique ; cela signifie d'écarter définitivement toute tentation d'alliance avec le régime de Bachar el Assad – ce dernier est une partie du problème et ne peut être part à la solution – ; cela signifie également de ne pas déléguer au sol à des forces qui sont parties prenantes au conflit, à l'instar des peshmergas kurdes ou de l'armée iraquienne ; de même, les pays voisins, comme la Turquie, l'Iran, l'Arabie saoudite, les pays du Golfe, ne devront pas participer à une action militaire sur les sols syrien et iraquien car ils sont également parties au conflit ; leur accord sera cependant nécessaire à la mise sur pied d'une coalition militaire internationale sous l'égide des Nations Unies si possible, avec donc l'assentiment de la Russie ; les soldats au sol devront venir de pays éloignés du conflit – américains, européens, latino-américains, asiatiques (à l'exception du Pakistan). De nombreux contacts, à Mossoul notamment, montrent que la population ferait éventuellement confiance à une telle force face à l'Etat islamique. La promesse de référendums sur l'avenir des territoires aujourd'hui contrôlés par l'Etat islamique, une fois celui-ci vaincu, pourrait jouer un grand rôle.

